

Le pouvoir contre la presse : Les cas d'extradition de Pinochet & Assange (Consortium News)

legrandsoir.info/le-pouvoir-contre-la-presse-les-cas-d-extradition-de-pinochet-assange-consortium-news.html

2 juillet 2019

Elizabeth LEA VOS

Dans huit mois, l'une des audiences d'extradition les plus importantes de l'histoire récente aura lieu en Grande-Bretagne, lorsqu'un tribunal britannique et le ministre de l'Intérieur détermineront si l'éditeur de *WikiLeaks*, Julian Assange, sera extradé vers les États-Unis pour répondre d'accusations d'espionnage pour le crime de journalisme.



Il y a 21 ans, dans une autre affaire d'extradition historique, la Grande-Bretagne a dû juger le cas de l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet réclamé par l'Espagne pour des assassinats en masse.

En octobre 1998, Pinochet, dont le régime devint synonyme d'assassinats politiques, de "disparitions" et de torture, fut arrêté à Londres où il s'était rendu pour des soins médicaux.

Un juge de Madrid, Baltasar Garzón, demanda son extradition à la suite de la mort de citoyens espagnols au Chili.

Citant l'incapacité de Pinochet à endurer un procès, le Royaume-Uni a finalement refusé, en 2000, son extradition vers l'Espagne où il aurait fait l'objet de poursuites pour violation des droits humains.

Au début de la procédure, l'avocate de Pinochet, Clare Montgomery, fit valoir dans sa défense un argument qui n'avait rien à voir avec l'âge ou l'état de santé de son client.

Selon the Guardian, Montgomery déclara : "*Les États et les organes de l'État, y compris les chefs d'État et les anciens chefs d'État, ont droit à l'immunité absolue contre toute poursuite pénale devant les tribunaux nationaux d'autres pays*". Selon la BBC, elle fit valoir que les crimes contre l'humanité devraient être définis de façon étroite dans le contexte d'une guerre internationale.

L'argument de l'immunité de Montgomery fut rejeté par la Chambre des Lords. Mais le tribunal d'extradition décida que le mauvais état de santé de Pinochet, un ami de l'ancien

Premier ministre Margaret Thatcher, l'empêchait d'être envoyé en Espagne.

Mêmes participants

Bien que les cas de Pinochet et d'Assange soient séparés par plus de deux décennies, deux des participants sont les mêmes, cette fois dans des rôles très différents.

Montgomery est réapparue dans l'affaire Assange pour plaider en faveur du droit d'un procureur suédois d'émettre un mandat d'arrêt européen contre Assange.

Son argument fut finalement rejeté. Un tribunal suédois a récemment rejeté le mandat d'arrêt européen. Mais comme dans l'affaire Pinochet, Montgomery a contribué à gagner du temps, permettant cette fois-ci aux allégations suédoises de persister et ternir la réputation d'Assange.

Garzón, le juge espagnol, qui avait demandé l'extradition de Pinochet, réapparaît également dans l'affaire Assange. C'est un défenseur bien connu des droits de l'homme, "*considéré par beaucoup comme le chien de garde juridique le plus courageux de l'Espagne et le fléau des politiciens corrompus et des chefs de guerre de la drogue dans le monde entier*", comme l'a décrit The Independent il y a quelques années.

Il dirige maintenant l'équipe juridique d'Assange.

Amis et ennemis

La question qui se pose est de savoir si le système judiciaire britannique laissera partir un dictateur notoire comme Pinochet, mais enverra un éditeur comme Assange aux États-Unis où il risque la prison à vie.

La sentiment politique dominant est contre Assange.

Avant que le ministre britannique de l'Intérieur ne signe la demande d'extradition d'Assange, ce qui a conduit le tribunal d'instance à organiser une audience de cinq jours à la fin de février 2020, les législateurs britanniques ont publiquement demandé que les poursuites contre Assange soient maintenues. Peu d'élus ont défendu Assange (son image est entachée par les allégations non prouvées de la Suède et les critiques concernant les élections américaines de 2016 qui n'ont rien à voir avec la demande d'extradition).

Pinochet, en revanche, avait des amis haut placés. Thatcher appela ouvertement à sa libération.

"[Pinochet] *aurait pris l'habitude d'envoyer des chocolats et des fleurs à [Thatcher] lors de ses visites semestrielles à Londres et aurait pris le thé avec elle quand c'était possible. Deux semaines seulement avant son arrestation, le général Pinochet fut reçu par les Thatcher à leur domicile de*

Chester Square à Londres", a rapporté la BBC. CNN a fait un reportage sur la "célèbre relation étroite".

Une affection similaire a également été documentée entre Pinochet et l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger. *The Nation a fait état* d'un mémo déclassifié d'une conversation privée à Santiago, au Chili, en juin 1976, qui révélait " *les expressions d'amitié, de compréhension sympathique et de souhait de succès de Kissinger à Pinochet au plus fort de sa répression, lorsque beaucoup de ces crimes - torture, disparition, terrorisme international - étaient commis* ".

Abus systématique et répandu

Pinochet est arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État violent soutenu par les États-Unis et l'armée chilienne, le 11 septembre 1973, qui évinça le président démocratiquement élu du pays, le socialiste Salvador Allende. Le coup d'État fut qualifié de "l'un des plus brutaux de l'histoire moderne de l'Amérique latine".

La CIA a financé des opérations au Chili avec des millions de dollars d'impôts américains avant et après l'élection d'Allende, selon le rapport de la Commission Church du Sénat des États-Unis de 1975.

Bien que le rapport de la Commission Church n'ait trouvé aucune preuve que l'agence finançait directement le coup d'État, le site National Security Archive indique que la CIA "a soutenu activement la junte militaire après le renversement du président Allende. De nombreux officiers de Pinochet ont été impliqués dans des violations systématiques et généralisées des droits de l'homme. Certains d'entre eux étaient des contacts ou des agents de la CIA ou de l'armée américaine."

La violence infligée par Pinochet s'est répandit au-delà des frontières du Chili. Ses ordres d'assassinat ont été liés à l'assassinat d'un dissident chilien en exil, Orlando Letelier, dans un attentat à la voiture piégée sur le sol américain. L'attentat a également tué Ronni Moffitt, une citoyenne américaine.

Plus de 40 000 personnes, dont beaucoup n'étaient liées qu'indirectement à des opposant, ont été "disparues", torturées ou tuées pendant les 17 années de règne de terreur de Pinochet.

Le Chili de Pinochet, presque immédiatement après le coup d'État, devint le laboratoire de la théorie économique du néolibéralisme de l'École de Chicago, ou d'un nouveau laisser-faire, appliqué à la pointe d'un fusil. Thatcher et le président Ronald Reagan se firent les champions d'un système de privatisation, de libre-échange, de coupes budgétaires dans les services sociaux et de déréglementation des banques et des entreprises qui entraînent les plus grandes inégalités depuis un siècle.

Par contraste avec ces crimes et la corruption, Assange a publié des milliers de documents classifiés montrant des fonctionnaires des États-Unis et d'autres pays impliqués dans des actes criminels et de corruption.

Pourtant, il est loin d'être certain qu'Assange bénéficiera de la clémence dont Pinochet a bénéficié dans le cadre du processus d'extradition britannique.

Après la mort du dictateur, Christopher Hitchens écrivit que le ministère américain de la Justice avait depuis un certain temps une mise en accusation sous scellés pour Pinochet. "*Mais l'acte d'accusation n'a jamais été lancé*", rapporte Hitchens dans Slate.

L'acte d'accusation d'Assange, en revanche, a non seulement été lancé, mais d'autres accusations ont été ajoutées depuis.

Compte tenu des difficultés qu'il rencontre depuis longtemps pour obtenir justice, il est juste de dire que le Royaume-Uni et le reste du monde occidental sont en train de commettre une "disparition forcée" au ralenti d'Assange.

Elizabeth Vos

Elizabeth Vos est journaliste indépendante et collaboratrice régulière de Consortium News.

Ceci est une version mise à jour d'un article paru à l'origine sur *Disobedient Media*.

Traduction "voilà à quoi ressemble la Justice lorsque les psychopathes prennent le contrôle de la société" par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles

»» <https://consortiumnews.com/2019/06/28/power-versus-the-press-the-extra...>